

date de dépôt : **20 janvier 2025**  
demandeur : **DREAL Bourgogne-Franche-Comté,**  
**représentée par Monsieur GUIBOURG Frédéric**  
pour : **Démolition totale du bâtiment**  
adresse terrain : **29 Avenue de l'Armée de l'Est, à**  
**Pontarlier (25300)**

Préfet du Doubs

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de démolir**  
**au nom de l'État**

**Le préfet du Doubs,**

Vu la demande de permis de démolir présentée le 20 janvier 2025 par DREAL Bourgogne-Franche-Comté, représentée par Monsieur GUIBOURG Frédéric demeurant 5 Voie Gisèle Halimi - BP 31269 25005 BESANCON CEDEX;

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition totale du bâtiment ;
- sur un terrain situé 29 Avenue de l'Armée de l'Est, à Pontarlier (25300) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur et des Outre-Mers en date du 14 septembre 2023 nommant Monsieur Benoît FABBRI Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2025-02-21-00002 du 21 février 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Benoît FABBRI, Directeur Départemental des Territoires du Doubs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2025-02-26-00001 du 26 février 2025 accordant subdélégation de signature à Monsieur Thierry MOINE, responsable de l'Unité ADS par intérim ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du Grand Pontarlier en date du 27 juin 2024 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

Vu l'arrêté en date du 20 novembre 2003 inscrivant monument historique la Demeure de Sandon ;

Vu l'avis "sans observation" en date du 25 mars 2025 de Madame l'Architecte des Bâtiments de France ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 24 février 2025 ;

Vu l'avis favorable en date du 19 février 2025 assorti de prescriptions et de recommandations de RTE, Réseau de Transport d'Electricité ;

Vu la consultation en date du 5 février 2025 de GRT GAZ et l'absence d'avis ;

Considérant que le projet est situé à proximité d'une part d'un ouvrage électrique aérien HTB et d'autre part d'une canalisation de Gaz ;

# ARRÊTE

## Article 1

Le permis de démolir est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

Les prescriptions émises par RTE sont jointes en annexe.

## Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A Besançon, le 26 mars 2025

Le préfet,  
P. le Préfet et par délégation,  
Le responsable de l'Unité ADS par intérim,



Thierry MOINE

### Recommandations de RTE :

Les recommandations émises par RTE sont jointes en annexe.

### Observations :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le projet est localisé à proximité d'une canalisation de GAZ qui devra être prise en compte lors des travaux de démolition (voir avec le gestionnaire de réseau).

La présente décision se prononce sur la conformité du projet aux règles de l'urbanisme. Elle ne dispense pas le bénéficiaire du respect des réglementations annexes, notamment celles liées à la sécurité des personnes et des constructions voisines pendant les travaux de démolition et celles relatives aux conditions d'évacuation et d'élimination des matériaux de démolition dans un lieu agréé.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.